

# La guerre d'Algérie, l'explosion des mémoires, le cheminement de l'histoire<sup>1</sup>

P. PLAS

Centre de la mémoire d'Oradour

« *La guerre d'Algérie et les mémoires qui lui sont liées constituent aujourd'hui une question plus vive encore que celle de la Seconde Guerre mondiale.* <sup>2</sup> »

La construction des mémoires la guerre d'Algérie en France a été conditionnée par de multiples facteurs dans un contexte de divisions politiques et de fractures de l'opinion. Cette communication ne constitue pas à proprement parler une histoire de la mise en place des mémoires de chacun des acteurs mais plutôt une approche de deux temporalités qui se rapportent à ce conflit, le temps de l'oubli et celui de la redécouverte à partir de 1988. En effet la guerre d'Algérie a d'abord disparu du champ mémoriel français avant d'y revenir en force et non sans tensions ; la chronologie, aujourd'hui, est assez clairement scindée en deux temps, le temps de « l'amnésie » qui courre de 1962 à 1988 et celui du « retour » correspondant aux années 1988/2012. Les mémoires se construisent tout au long de ces temps alors que l'Histoire ne se met en place que lentement non sans quelques avancées majeures cependant<sup>3</sup>.

## 1- Le temps de l'amnésie, 1962-1988

Dans les années qui suivent la signature des accords d'Evian, on ne parle plus de l'Algérie, on ne parle pas de l'Algérie. Il y a à cela différentes raisons :

- Silence des appelés, des épouses d'appelés et de leur famille. Il y a eu plus d'un million d'appelés en Algérie, engagés dans ce qui n'était pas alors reconnu comme une guerre et qui est devenu une expérience marquante voire traumatique. Privés d'une place claire dans l'histoire officielle et ayant des difficultés à comprendre le sens de leur engagement, ces appelés, revenus à la vie civile, se sont murés dans le silence comme leurs proches, réfugiés dans le non dit, éprouvant même une certaine gêne et, pour plusieurs d'entre eux, une sorte de honte qui a paralysé toute tentative de communication. La croissance économique aidant, ils passent à autre chose, enfouissant ce qui fut un moment de leur vie hors de la geste nationale.
- Refus de l'opinion d'admettre un certain nombre de vérités pénibles, en particulier et pour commencer, la perte d'une colonie et pas n'importe quelle colonie – en référence

---

1 Résumé d'une communication réalisée dans le cadre du stage Mémoires de la guerre d'Algérie sous la direction de Claire Mondollot et Pascal Plas, Centre de la Mémoire d'Oradour, 19 et 20 mars 2012.

2 *Ressources pour la classe terminale des séries ES et L.* Thème 1 : Le rapport des sociétés à leur passé, (9H/10 H)

3 Chronologie établie à partir des travaux et des prises de position des spécialistes de la guerre d'Algérie, en particulier de Benjamin Stora et de Guy Pervillé, les plus avancés sur ces questions de mémoire, depuis une vingtaine d'année ; même avec des désaccords sur tel ou tel point, les scissions de la mémoire de la guerre, prise en son entier en tant que moment spécifique de l'histoire, telles que présentées ici semblent aujourd'hui admises par le plus grand nombre. Les éléments qui en assurent la démonstration ne sont pas complets et on voudra bien excuser l'auteur d'avoir fait des choix qui lui paraissent les plus pertinents afin d'entrer dans le temps spécifique consacré à une communication de colloque. Pour une approche plus détaillée jusqu'à la fin du XXème siècle, voir le dossier Guerre d'Algérie de la revue *Historiens-Géographes* n° 388 en particulier les communications de Guy Pervillé, Benjamin Stora, etc.

à tout ce que les Français avait appris à l'école de ce « morceau de France » -- puis la place de la France en Afrique et dans le monde.

- « Pirouette gaullienne » : volonté d'oubli d'une défaite et de masquer un questionnement sur les échecs du modèle colonial si vanté ; re-projection de la France sur la scène internationale, dénonciations des hégémonies des deux leaders de la Guerre froide, sorte de tiers-mondisme avant l'heure (Discours de Mexico en 1964, Phnom Penh en 1966, Montréal en 1967) mélange de dénonciation des « grands et de leurs impérialismes » mais aussi plaider pour le droit des peuples à disposer d'eux même.
- Long processus d'amnistie par une série de lois et de décrets entre 1962 et 1982 qui renforcent l'occultation et évite toute interrogation sur la violence d'un conflit qui met en cause les valeurs de la République -- exactions délibérées, indifférenciation de la répression, banalisation de la torture – et pose le problème éthique des buts et des moyens de la guerre.
- Silence des médias et en particulier de la presse qui ne revient pas sur la guerre d'Algérie et se focalise sur les milles nouveautés des Glorieuses ainsi que sur la politique internationale<sup>4</sup>. Le cinéma n'est guère plus proluxe ; le film de Gillo Pontecorvo *La bataille d'Alger*, excellent film assez équilibré – il ne glorifie ni les uns ni les autres et montre les victimes de la violence des deux côtés -- est « censuré » de fait par des dirigeants de salles qui ne veulent pas le projeter par peur de représailles<sup>5</sup>. Le film de Jean-Luc Godard, *Le petit soldat*, tourné en 1960 mais sorti seulement en 1963, passe un peu inaperçu or il ne s'agit de rien moins que de l'histoire d'un déserteur de la guerre d'Algérie réfugié en Suisse<sup>6</sup>. *Octobre à Paris*, le film de Jacques Panijel, fini en 1962, qui est une reconstitution de la manifestation du 21 octobre à Paris et qui présente des témoignages terribles sur la torture en France ne reçoit pas de visa d'exploitation jusqu'en 1973, date à laquelle son réalisateur refuse de le présenter faute de pouvoir lui rajouter un avant-propos explicatif<sup>7</sup>. Il faut attendre la sortie de *L'honneur d'un capitaine* en 1982 de Pierre Schoendoerffer pour poser devant un

---

4 La seule année 62 est riche en événements de toutes sortes, c'est un « paroxysme économique, politique et social où l'époque – les années 60 – trouve tout ce qui la définit » [Bertrand Legendre, 1962, l'année prodigieuse, Paris, Denoël, 2011] : un taux de croissance de 6,8%, un taux de chômage de 2%, annonce de la construction du Concorde, les Beatles obtiennent leur premier succès, Brigitte Bardot attire toute la presse à Saint-Tropez, le général de Gaulle annonce la tenue d'un référendum sur l'élection au suffrage universel direct du président de la République, la planète essuie des sueurs froides lors de la crise des missiles cubains, etc...

5 Film italo-algérien tourné trois ans après l'indépendance de l'Algérie qui remporte en 1966 le Lion d'or au Festival de Venise ce qui provoque la colère de la délégation française. La Commission de la censure à Paris devant laquelle il est présenté en 1970, lui accorde un visa d'exploitation mais les distributeurs qui ont accepté de le projeter le retire très vite des écrans devant une campagne de menaces haineuses d'attentats à la bombe. Un cinéma est détruit à Orléans, des incidents se produisent dans les cinémas de Laval, Lons Le Saunier, Saint-Etienne où le projectionniste découvre un sac rempli d'explosifs. Deux personnes sont blessées à Paris lors d'une projection au cinéma Saint-Séverin en ... 1981. En Algérie, à l'inverse, le film fut plébiscité d'emblée et devint une œuvre culte.

6 Réalisation Jean-Luc Godard, scénario Jean-Luc Godard, production G. de Beauregard, Société nouvelle de cinéma, 84 mn, noir et blanc. Bruno Forestier, déserteur réfugié en Suisse, travaille pour un groupuscule d'extrême droite mais ses amis, le soupçonnant de mener un double jeu lui ordonne, pour le tester, d'assassiner un journaliste. Dénonciation de la torture par les deux bords, ce qui avait valu la censure en 1960.

public beaucoup plus large la question de la violence de l'armée française à travers le destin du capitaine Caron<sup>8</sup>.

L'amnésie doit, cependant être relativisée ; l'absence de l'Algérie ou le « silence sur l'Algérie » est rompu de temps à autre ou de manière plus continue :

- Les ex appelés en Algérie s'organisent, rejoignant des associations déjà existantes d'anciens combattants ou créant des structures spécifiques à la guerre d'Algérie comme la Fédération nationale des anciens combattants de la guerre d'Algérie (FNACA<sup>9</sup>) ; ils se rencontrent, échangent, etc. et véhiculent peu à peu une mémoire particulière de la guerre d'Algérie.
- Les pieds noirs font de même ; ils se recomposent dans un espace géographique particulier (essentiellement mais non exclusivement le sud de la France) et se structurent autour d'une culture nostalgique mais aussi prospective (en particulier dans les relations avec l'Algérie). A partir de 1965, l'USDIFRA, Union syndicale de défense des intérêts des Français repliés d'Algérie milite pour une reconnaissance spécifique de l'Etat français « pour les drames et les souffrances subies par les rapatriés d'Algérie<sup>10</sup>».
- Un certain nombre de publications de qualité trouvent un lectorat curieux et nombreux, comme le travail d'Yves Courrière -- écrivain-journaliste, excellente plume qui a couvert depuis 1957 tous les points chauds du globe et qui obtient en 1966 le prix Albert Londres -- en quatre volumes, véritable somme sur l'Algérie parue en 1969 : *Les fils de la Toussaint, Le temps des léopards, L'heure des colonels, Les feux du désespoir*<sup>11</sup>. Or Yves Courrière ne cache rien des « réalités de la guerre d'Algérie » dans ce qui est présenté comme « un livre d'histoire et non pas de reportage et de témoignages », une guerre menée, selon lui, « dans un contexte hallucinant de complots, de manifestations de rues soigneusement orchestrées, d'assassinats en série, de viols, de tortures, d'exactions de toutes sortes et de toutes parts<sup>12</sup> ». L'ouvrage est vendu à 500 000 exemplaires ! De même, la revue *Historia* – qui a éveillé des milliers de gens au goût de l'histoire – publie de 1971 à 1974 une longue série sur la guerre d'Algérie qui informe assez clairement sur ce que fut ce

---

7 Hormis dans quelques projections clandestines avant 73, les Français ne le découvriront qu'en ... 2011 grâce aux Films de l'Atalante.

8 Réalisation Pierre Schoendoerffer, scénario Jean-François Chauvel, Pierre Schoendoerffer, Daniel Yonnet, production G. de Beauregard, 117 mn, couleur ; la veuve du capitaine Caron intente un procès en diffamation au professeur Paulet qui, lors d'un débat télévisé sur la guerre d'Algérie, a dénoncé ses « méthodes » en Algérie en particulier la pratique des exécutions sommaires. Les audiences permettent de revenir sur la guerre, l'honneur est sauf mais l'ensemble laisse une impression de malaise sur la réalité du conflit.

9 Depuis 1958, date de sa création, la FNACA demande « un droit à réparation comme pour les conflits antérieurs » et « un hommage à ceux qui ne sont pas revenus ». En 1963, elle prend la décision d'honorer tous les ans le souvenir des militaires tombés en Afrique du nord de 1952 à 1962 », *Bulletin de la FNACA, L'Ancien d'Algérie*.

10 Créée à Marseille le 23 juillet 1965, site internet.

11 Paris, Fayard, 1969 ; repris en 74 en livre de poche.

12 Avant-propos du *Temps des Léopards*

conflit et dont les chiffres de vente montrent assez l'intérêt porté à cette période. En 1971 paraît *La vraie bataille d'Alger* du général Massu et Pierre Vidal-Naquet, historien émérite de l'Antiquité ne cesse depuis la fin de la guerre d'attirer l'attention sur La raison d'Etat (1962) *La torture dans la République* (1972) *Les crimes de l'armée française* (1975)<sup>13</sup>.

L'histoire, elle, est en reste dans cette période ; la plupart des travaux universitaires se rapportant à l'Algérie sont consacrés plutôt à la période de la colonisation et ce n'est que timidement que quelques auteurs « débordent » sur la période de la guerre comme Roger Letourneau -- *L'évolution politique de l'Afrique du nord musulmane, 1921-1961*<sup>14</sup> – ou Claude Martin – *Histoire de l'Algérie française, 1830-1962*<sup>15</sup>. On notera cependant la thèse d'André Nozière : *Algérie, les chrétiens dans la guerre*, devenue un livre préfacé par René Rémond paru aux éditions Cana en 1979, celle de Guy Pervillé, *Les étudiants algériens de l'université française, 1980-1962*, éditée par le CNRS en 1984. En 1982 paraît le premier travail de Benjamin Stora, *Messali Hadj, 1898-1974, pionnier du nationalisme algérien* (Le Sycomore, 1982), première brique d'une bibliographie de cet historien particulièrement riche.

En Algérie, cette période des années 60/70 correspond à la construction d'un unanimisme héroïsé qui renforce la légitimation du pouvoir et occulte un certain nombre de déchirements internes. « *Le FLN a construit sa légitimité sur le caractère fondateur du conflit de libération nationale et a institué une mémoire officielle : héroïsation de la lutte et de ses acteurs (en prenant soin d'exclure du panthéon officiel ceux qui sont politiquement évincés ; oubli ou minoration des épisodes troubles de cette lutte (violences envers les civils français pendant la guerre ou à son terme ; assassinats de messalistes ; massacre des harkis ; occultation de la présence berbère derrière la mise en exergue de l'arabité du pays). Sur ces fondements, la dictature militaire après le coup d'Etat de Houari Boumediene en 1965, puis la réaction du régime à la contestation des jeunes d'abord et des islamistes ensuite, ne permettent guère à l'historiographie nationale de dépasser l'illustration d'un grand mythe fondateur, dont la vision nationaliste, dénonciatrice et uniquement héroïque de la guerre ne trouve pas de nuances*<sup>16</sup> ».

## 2- Retour et hypermnésie

A partir de 1988 l'Algérie revient sur le devant de la scène selon un séquençage que l'on peut organiser comme suit :

### A- 1988- 1992

- Réapparition en France de « l'Algérie » au sens large et de la guerre en particulier dans une série de débats politiques liés à la montée en puissance de l'extrême droite,

---

13 Editions de Minuit et Maspero pour le dernier.

14 Armand Colin, 1962

15 Les quatre fils Aymon, 1963, réédition chez Robert Laffont et Tchou en 1979.

16 Document de travail en vue du nouveau programme de terminale. Thème 1 : Le rapport des sociétés à leur passé, (9H/10 H)

du racisme et du mouvement beur ; « *la montée d'une extrême droite puissante en France encourage à la réflexion sur les généalogies de la violence ou sur le rejet de l'étranger* », (B. Stora, *Le Monde*, 26 mars 2004).

- Arrivée en force de l'Histoire avec l'important colloque organisé en 1988 par l'Institut d'histoire du temps présent (CNRS) sous la direction de Jean-Pierre Rioux et Charles-Robert Ageron, vaste ensemble d'études de fond dont une partie est consacrée aux séquelles et enjeux de mémoire et dont les actes sont publiés en 1990 sous le titre *La guerre d'Algérie et les Français* (Fayard). L'ouverture plus large des archives permet la parution de plusieurs travaux de qualité -- Pervillé<sup>17</sup>, Stora<sup>18</sup>, Mekhaled<sup>19</sup> – et le SHAT (Service historique de l'Armée de terre) édite en 1990 sous la direction de Jean-Charles Jauffret, spécialiste d'histoire militaire, un premier ensemble archivistique d'une série portant le nom « *La guerre d'Algérie par les documents* » : *L'avertissement, 1943-1946* ; [il faut attendre 1998 pour le tome 2, *Les portes de la guerre, 1946-1954*].

#### B- 1992-2002

- La « décennie sanglante » en Algérie -- près de 100 000 morts – ramène sur le devant de la scène la guerre d'Algérie ; interrogations sur le legs colonial avec des interprétations diverses, sur la violence, le terrorisme, la justice d'exception et « *tendance à réinsérer cette guerre dans la violence coloniale et ces années 1954-1962* » (*Le Monde*, 26 mars 2004).
- L'expression « guerre d'Algérie » est reconnue officiellement par la loi du 18 octobre 1999 qui substitue, dans les textes se rapportant aux pensions militaires et aux caisses de mutualité, à l'expression « *les opérations effectuées en Afrique du nord* » celle de « *la guerre d'Algérie et les combats en Tunisie et au Maroc* ».
- En septembre 2001, le conseil de Paris fait poser une plaque « *A la mémoire des Algériens victimes de la répression sanglante d'une manifestation pacifiste* » ravivant ainsi la mémoire des événements du 17 octobre 1961 – plusieurs dizaine de morts au moins quelle que soit la querelle sur les chiffres encore opératoire aujourd'hui – répression conduite au cœur de Paris par la police et des supplétifs, affaire qui avait été déjà évoquée lors du procès Papon mais qui était restée secondaire eu égard aux autres charges qui pesaient sur lui<sup>20</sup>.
- La loi du 02 janvier 2002 qui entre en vigueur par le décret du 23 septembre 2003 établit une date anniversaire pour la fin de la guerre d'Algérie : le 5 décembre, ramenant celle-ci à une certaine « normalité commémorative », toute commémoration

---

17 *De l'Empire français à la décolonisation*, Hachette, 1991. 1962, *la paix en Algérie*, La Documentation française, 1992.

18 *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens*, L'Harmattan, 1989, *Les sources du nationalisme algérien, parcours idéologiques, origine des acteurs*, L'Harmattan, 1989 et surtout *La gangrène et l'oubli, la mémoire de la guerre d'Algérie*, La Découverte, 1991.

19 Boucif Mekhaled soutient en juin 1989 en Sorbonne une thèse sur *Les événements de Sétif, Kherrata et Guelma, l'insurrection du nord constantinois*.

20 Voir un des premiers ouvrages sur cette question encore tout à fait opératoire aujourd'hui, celui de Jean-Luc Einaudi, *La bataille de Paris, 17 octobre 1961*, Paris, Seuil, 1991.

ne pouvant s'appuyer que sur une date officielle clairement déterminée. Mais ce qui eut pu être un point de départ consensuel devient assez vite un point de discorde ; cette date correspond en fait à l'inauguration d'un monument en mémoire des morts en Algérie, le Mémorial national de la guerre d'Algérie en bord de Seine à Paris à deux pas de la Tour Eiffel et permet, selon certains de ses instigateurs, de prendre en considération les événements tragiques postérieurs à la date du cessez le feu à Evian et dont on parle peu. Mais les associations – la FNACA en particulier – conteste le bien fondé d'une date qui selon eux « ne signifie rien <sup>21</sup> » et continuent à commémorer la fin du conflit le 19 octobre.

- Plusieurs travaux d'historiens paraissent alors – Benjamin Stora en particulier : *Ils venaient d'Algérie, l'immigration algérienne en France, 1912-1992*, (Fayard, 1992), coédition [avec Laurent Gervereau et Jean-Pierre Rioux] du catalogue de l'exposition *La France en guerre d'Algérie*, (BDIC, Musée d'histoire contemporaine, 1992), *Histoire de la guerre d'Algérie*, (La Découverte, 1992), *Appelés en guerre d'Algérie*, (Gallimard, 1997) -- dont la thèse de Daniel Lefeuvre, *Chère Algérie, comptes et mécomptes de la tutelle coloniale, 1830-1962*, et la fiction commence à explorer le « dossier Algérie » et à dessiner une fresque douloureuse de la guerre et de ses suites y compris côté algérien : *Simple soldats* de Jean Debernard (Actes Sud), *Le silence de la falaise* de Slimane Benaïssa (Plon), *Le châtime des hypocrites* de Leïla Marouane, (Seuil), etc..

#### C- 2002-2012

- Au début du XXIème siècle, une série de travaux d'investigation journalistique font émerger des témoignages sans concession, comme ceux de Louisette Iguilahriz dans *Le Monde* et dans un ouvrage paru chez Fayard sous le titre *L'Algérienne*, après ceux du sénateur Jean Faure<sup>22</sup> et, pour la première fois, est déposée en 2001, auprès de la Cour régionale des pensions de Paris, une demande de réparations en provenance d'Algérie émanant d'un enfant né de viols de soldats français, Mohamed Garne. Ce dernier obtient une pension d'invalidité, Louisette Iguilahriz gagne un procès en diffamation contre le général Schmitt en 2003 ; ces affaires font grand bruit et remettent au premier plan la question de la torture et des viols pendant la guerre.
- Les révélations du général Aussares sur la torture et les exécutions sommaires<sup>23</sup> -- révélations délibérées et qui utilisent sciemment la presse -- les regrets du général Massu avant son décès, contredit par le général Bigeard qui nie tout en bloc, ravivent encore les débats sur une guerre de plus en plus présente dans le paysage médiatique français.

---

21 La FNACA s'appuie de plus en plus sur le Rapport Kaspi rédigé au sujet des commémorations en France lequel conclut que « rien ne justifie cette date sur le plan historique » et sur des sondages à l'issue desquels la majorité de la population considère que la date anniversaire du cessez le feu est celle qui convient le mieux.

22 Jean Faure avait livré dans *Le Monde* le 17 février 2001 les carnets dans lesquels il notait son quotidien en Algérie, quotidien dans lequel apparaissent la torture et les « corvées de bois ».

23 *Services spéciaux, Algérie, 1955-1957*, Paris, Perrin, 2002 et *Pour la France, Services spéciaux, 1942-1954*, Paris, Editions du Rocher, 2004, suivi de *Je n'ai pas tout dit, Ultimes révélations au service de la France*, Entretiens avec Jean-Charles Deniau, Paris, Editions du Rocher, 2008.

- L'année de l'Algérie en France en 2003 permet à nouveau un retour sur la guerre et une timide ouverture entre Paris et Alger ce qui favorise en partie la publication en 2004 par 30 historiens français et algériens d'une vaste étude commune portant le titre : « *La guerre d'Algérie, la fin de l'amnésie* ». En cette même année 2004, se tient à Paris, à l'Hôtel de Sully, une exposition photographique qui n'eut pas été pensable quelques années auparavant sur les exactions françaises en Algérie.
- La loi du 23 février 2005 « *portant reconnaissance de la Nation et contribution nationale en faveur des français rapatriés* » dont l'article 4 précise le « *rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du nord* » ravive les débats sur la guerre d'Algérie et, au-delà sur les lois mémorielles et le rapport entre l'Etat et l'Histoire. Cet article, passé du domaine de la loi au domaine réglementaire par décision du Conseil constitutionnel en janvier 2006 est abrogé par un simple décret en février de la même année.
- Toutefois, si l'épisode de 2005 sur l'intervention du politique quant au jugement à porter sur la colonisation ainsi que des polémiques diverses et récurrentes suscitées par des groupes spécifiques ou se rattachant aux relations franco-algériennes reflètent bien les contraintes qui peuvent peser sur la démarche historique, les historiens n'en avancent pas moins. Thèses et travaux se multiplient, éclairant toujours un peu plus scientifiquement des points controversés de ce conflit ; parmi les principaux, ceux de : Claire Mauss-Copeaux – *Appelés en Algérie, la parole confisquée*, Hachette, 1999 -- Raphaëlle Branche – *La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie*, Gallimard, 2001 -- Sylvie Thénaut, *Une drôle de justice, les magistrats dans la guerre d'Algérie*, La Découverte, 2001.
- Le cinéma, le roman, la bande dessinée, le théâtre s'emparent de la guerre d'Algérie et, bien avant le cinquantième des Accords d'Evian, on assiste à une profusion d'œuvres qui rendent ce conflit incontournable dans le paysage culturel français. Sans entrer dans les détails d'une liste interminable, on signalera l'œuvre de Jacques Ferrandez, auteur de bandes dessinées, né à Alger en 1955 qui termine en 2009 une fresque historique en dix tomes, *Carnets d'Orient*, (chez Casterman) dont une sélection de planches doit être exposée aux Invalides dans le cadre des commémorations sur la guerre d'Algérie. Occupe une place un peu à part en raison de son impact le cinéma à propos duquel Benjamin Stora fait une bonne mise au point en novembre 2010 à l'occasion du Festival du film historique de Pessac (*Le Monde*, 15 novembre) affirmant que les « *films sur la guerre d'Algérie – images mouvementées -- oscillent entre conflit de mémoires et besoin d'histoire* ». Dans la longue liste des parutions on signalera, dans la foulée de la remarque de Benjamin Stora, deux films qui eurent un important retentissement, celui de Florent Emilio Siri sorti en 2007 sur un scénario de Patrick Rotman, *L'ennemi intime*, immersion spectaculaire dans les complexités de la guerre d'Algérie et celui de Rachid Bouchareb, *Hors la loi*, sorti le 22 septembre 2010 qui rouvre la vieille plaie de Sétif du 8 mai 45 et provoque colère ou passions.
- Passions aussi lorsqu'il est question de faire entrer la guerre d'Algérie au musée comme on l'observe en janvier 2011 lors de l'inauguration à Perpignan d'un Centre de documentation des Français d'Algérie.

- Le cinquantenaire des Accords d'Evian en 2012 conduit à une multiplication de publications historiques – en particulier de Benjamin Stora : six ouvrages seul ou en participation et de nombreuses préfaces, avant-propos, interviews -- , de témoignages, de correspondances, de rééditions – les sept livres phares des Editions de Minuit dont quatre étaient épuisés depuis plus de trente ans -- de films, de documentaires<sup>24</sup>, de colloques, rencontres, conférences. On ne peut détailler ici l'ensemble de cette production dont on trouvera un panel dans les numéros spéciaux consacrés au « dossier algérien » par un certain nombre de journaux et revues en particulier *Le Monde*, *L'Express*<sup>25</sup>, etc. Côté gouvernements, tant algérien que français, les éventuelles cérémonies bilatérales ont été reportées au second semestre 2012 en raison des échéances électorales qui se déroulent de part et d'autre de la Méditerranée

Cette explosion culturelle qui est maintenant décennale ainsi que les avancées de la recherche historique ont remis l'Algérie au cœur des débats en France mais n'ont réduit en rien une montée en puissance de mémoires concurrentes dans les récits du conflit et sur des questions brûlantes : la colonisation, la violence, la torture, l'injustice du sort fait à tel ou tel groupe, le bien-fondé des actes de chacun, mémoires « à vif » bien définies dans les documents d'accompagnement des programmes :

- *« les héritiers des factions les plus nationalistes sont nostalgiques de l'OAS ;*
- *les « rapatriés d'Algérie » et les harkis réfugiés en France, ainsi que leurs descendants, cumulent une mémoire du pays perdu, une mémoire du conflit et une mémoire douloureuse de leur accueil en France après la guerre ;*
- *les officiers engagés dans la lutte contre l'insurrection ont une mémoire aux prises avec les contradictions éthiques d'une situation de guerre et avec un malaise, induit tant par les revirements politiques qui ont déterminés l'issue du conflit que par l'abandon des harkis ;*
- *les militaires du contingent et les associations d'anciens combattants cumulent une mémoire de la contrainte subie à faire une guerre qu'ils n'avaient pas choisie et une mémoire de leur participation à une répression dont certains aspects blessent leur sens moral ;*
- *les groupes engagés dans la lutte anticoloniale et leurs héritiers idéologiques ont aussi leur mémoire qui valorise à leurs propres yeux la pertinence de leur combat et l'honneur particulier que l'on trouve dans l'engagement éthique lorsqu'il est à contre-courant des comportements majoritaires ;*
- *enfin, la présence en France d'une population d'origine algérienne relativement nombreuse, qu'elle soit française ou étrangère, installe dans l'espace public et scolaire une mémoire de la guerre qui puise aux sources de la mémoire officielle de l'autre rive de la Méditerranée »*

mémoires auxquelles on ajoutera une mémoire seconde -- celle des enfants des protagonistes -- et une mémoire tierce – celle des petits enfants -- sur lesquelles on commence à disposer de quelques travaux<sup>26</sup>.

---

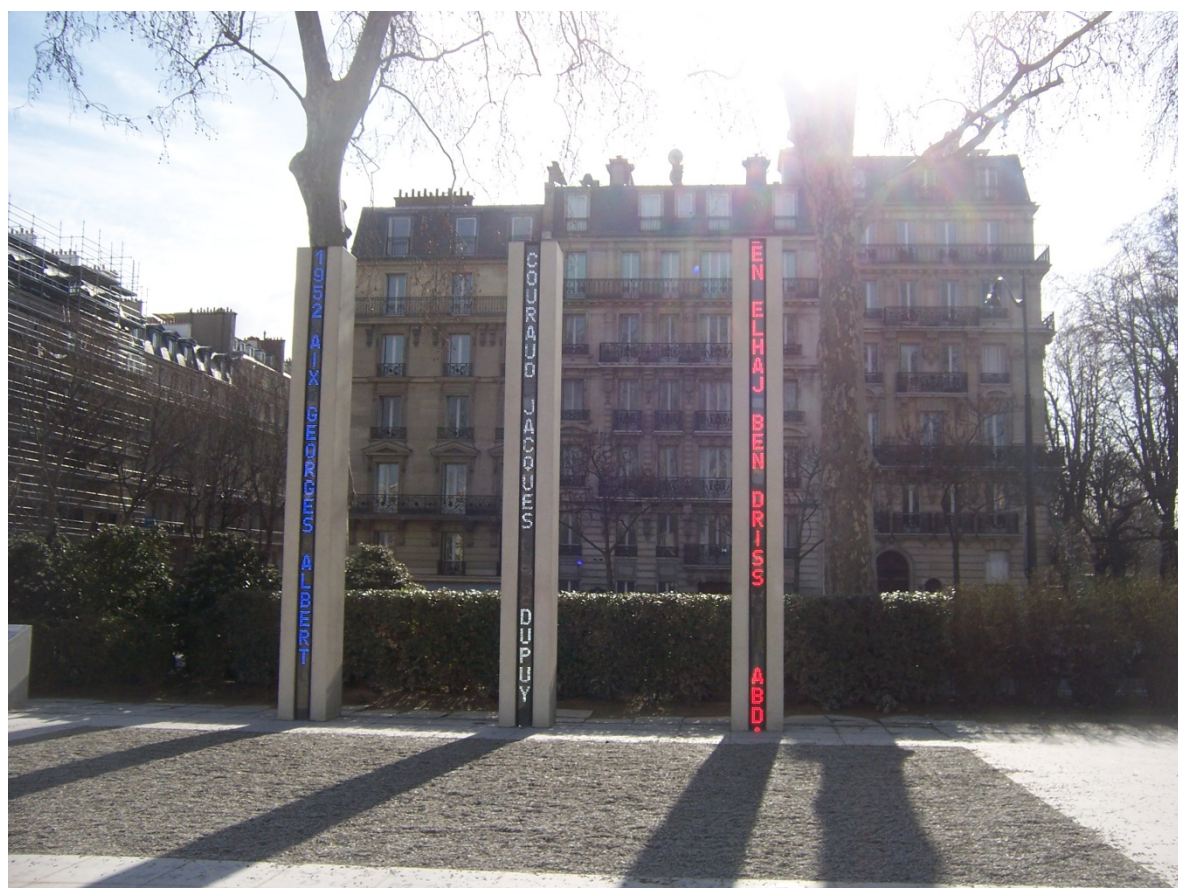
24 Voir en particulier un documentaire qui était très attendu, celui de Gabriel Le Bomin et Benjamin Stora, *Guerre d'Algérie, la déchirure*, comprenant de nombreuses archives inédites.

25 *Le Monde*, Hors-série, *Guerre d'Algérie, Mémoires parallèles*, février-mars 2012. *Les Cahiers de L'Express*, *La guerre d'Algérie, l'histoire et la mémoire*, hors-série, mars-avril 2012

26 Voir en particulier le beau livre de Florence Dosse, *Les héritiers du silence, enfants d'appelés en Algérie*, Paris, Stock, 2012.



En réalité, la complexité de la guerre d'Algérie, sa durée et la variation temporelle et sectorielle des opérations militaires conduisent aussi à des fractionnements de mémoires à l'intérieur des groupes eux même ; les récits des appelés par exemple sont extrêmement variables selon les postes occupés et l'année de l'appel. La guerre d'Algérie n'est pas la même pour tous, elle est celle d'une série de catégories successives, qui peuvent être différentes d'un épisode à l'autre. Il n'existe pas « une génération algérienne » qui aurait été marquée spécifiquement par l'expérience de la guerre, pas de geste constituée qui permettrait un point de départ commun par rapport auquel les acteurs pourraient se définir<sup>27</sup>. Dans la guerre d'Algérie, chacun des protagonistes a tendance à prendre une partie dans laquelle il se reconnaît et les reconnaissances successives ne donnent pas forcément sens au tout. La mission de distanciation qui incombe aux historiens n'est donc pas aisée. Si elle « *repose sur les mêmes principes que pour les mémoires de la Seconde Guerre mondiale* » elle est plus complexe dans la mesure où le conflit lui-même est aussi plus complexe ; aussi doit-on revenir à une approche très distanciée de cette guerre et de ses conséquences, opérer un retour historique précis sur « *des faits occultés (ex : les violences, la torture) (à faire) comprendre en relation avec les contextes qui les ont produits ; revenir sur les oublis des mémoires débouchant sur la découverte de la complexité des situations du passé* » en précisant que ce qui unit probablement toutes ces mémoires n'est autre que la souffrance.



Copyright P. Plas

---

27 Cf. les remarques particulièrement pertinentes de Paul Thibaud dans la revue *Esprit* de mai 1990 ;